

**Groupe Communiste, Citoyen, Front de gauche**

**Pour une transformation sociale et écologique**

*Bobigny, le 20 novembre 2014*

COMMUNIQUE DE PRESSE

**Les annonces de la Ministre de l’Education nationale**

**Sont loin des exigences de la communauté éducative !**

Depuis la rentrée, les enseignants et les parents d’élèves n’ont pas cessé d’être mobilisés : manque de professeurs, remplaçants non formés, instituteurs vacataires non payés, moyens insuffisants… les raisons de lutter étaient nombreuses et les initiatives, comme par exemple celle des « bonnets d’ânes » de St Denis, n’ont pas manqué pour tenter de se faire entendre du Ministère de l’Education nationale.

Or, ce n’est pas auprès d’eux que Najat Vallaud-Belkacem a choisi mercredi dernier de se rendre pour annoncer son « plan triennal en faveur de la Seine-Saint-Denis ». Elle n’a pas choisi non plus de s’exprimer devant le Conseil départemental de l’Education nationale qui est pourtant l’instance démocratiquement représentative de tous les acteurs de l’éducation puisqu’il est composé de parents d’élèves, des syndicats d’enseignants, d’élus et de l’administration de l’Education nationale. Ceux-ci s’efforcent d’ailleurs à chacune de leurs réunions de trouver des solutions à la situation catastrophique des conditions d’enseignement dans nos écoles. Dédaignant ces interlocuteurs pourtant très concernés, la Ministre a choisi de se rendre avec Claude Bartolone, président de l’Assemblée nationale, dans une école de Bondy…

C’est là qu’elle a énoncé les 9 mesures de son plan. Certes, nous ne pouvons négliger la promesse de 500 postes supplémentaires d’ici 2017 ou encore les 13 réseaux d’éducation prioritaire. Mais tandis que Stéphane Troussel applaudit à tout rompre les annonces de ses amis, force est de constater que le compte n’y est pas.

Le syndicat Suipp-FSU rappelle en effet qu’il ne s’agit ici que de mesures d’urgence et qu’au regard de la situation générale de l’éducation en Seine-Saint-Denis, c’est un plan beaucoup plus ambitieux qui s’impose, avec un recrutement massif de personnels formés et des dispositifs adaptés aux élèves, quelque soit leur environnement social.

En réalité, ce n’est pas de 500 postes d’enseignants sur 3 ans dont le département a besoin mais de 975 au moins, et immédiatement. Rappelons aussi que sous le gouvernement de Sarkozy, c’est 190 postes de RASED qui ont été supprimés. Les promesses de la Ministre à ce sujet sont bien loin de compenser toutes ces pertes.

Nous comprenons l’exaspération des parents et des enseignants qui, malgré ces annonces, se sont mobilisés très largement le lendemain et nous nous associons à leurs revendications. Comme nous l’avions déjà exprimé, l’ouverture de nouveaux collèges n’est pas une condition suffisante à la réussite des élèves du 21ème siècle. Alors que l’Assemblée départementale est sollicitée pour approuver une nouvelle phase de constructions, faudrait-il encore que le gouvernement donne à ces établissements les moyens humains et financiers d’accueillir les élèves dans les meilleures conditions.

*Bally Bagayoko, Pascal Beaudet, Belaïde Bedreddine, Josiane Bernard, Hervé Bramy, Gilles Garnier, Florence Haye, Jean-Jacques Karman, Pierre Laporte, Jean-Charles Negre, Jacqueline Rouillon, Abdel-Madjid Sadi, Azzedine Taïbi.*

  